
Documents sauvegardés

Lundi 1 juillet 2024 à 12 h 27

1 document

Par Université Paris XIII

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

-
- | | |
|----------------------------|---|
| Le Monde (site web) | <div>6 octobre 2023</div> <div>Les Africains s'inquiètent des répercussions de la taxe carbone européenne sur leur économie</div> <div>Pour les pays africains, partenaires commerciaux de l'Union européenne (UE), c'est une forme de compte à rebours qui vient de s'enclencher. Début octobre, les Vingt-Sept ont lancé ...</div> |
|----------------------------|---|

3

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2023 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 1 juillet 2024 à BU-de-PARIS-XIII à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20231006-LMF-6192852_3212

Nom de la source

Le Monde (site web)

Vendredi 6 octobre 2023

Type de source

Presse • Presse Web

Le Monde (site web) • 1016

mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Les Africains s'inquiètent des répercussions de la taxe carbone européenne sur leur économie

Marie de Vergès

L'UE a lancé un mécanisme qui, d'ici à 2026, renchérra le coût des importations de produits comme l'aluminium, le fer ou les engrais, dont certains pays du continent sont de grands producteurs.

Pour les pays africains, partenaires commerciaux de l'Union européenne (UE), c'est une forme de compte à rebours qui vient de s'enclencher. Début octobre, les Vingt-Sept ont lancé la phase d'essai de leur « mécanisme d'ajustement carbone aux frontières » (MACF). Celui-ci réclame aux entreprises européennes de déclarer le contenu en carbone de leurs importations de produits considérés comme très polluants : le fer, l'acier, le ciment, l'aluminium, les engrais et l'hydrogène. D'ici à 2026, ce dispositif imposera une taxe sur le CO₂ émis lors de leur fabrication à l'étranger. L'enjeu est d'empêcher les délocalisations et la concurrence déloyale de producteurs dans des régions où les réglementations climatiques sont moins strictes qu'au sein de l'UE.

L'entrée en vigueur est donc progressive. « Mais l'Afrique n'est pas préparée. Et elle ne le sera pas dans trois ans », alerte l'experte en diplomatie climatique Faten Aggad. Ex-conseillère à la Fondation africaine pour le climat, cette dernière a réalisé avec David Luke,

professeur à la London School of Economics, une étude visant à chiffrer les répercussions de cette future taxe pour le continent. « L'impact sur les pays africains serait plus important, en proportion de leur PIB, que sur toutes les autres régions », concluent-ils, rappelant que l'UE est un marché majeur pour les exportateurs africains spécialisés dans les produits ciblés par le MACF.

Selon l'étude, la baisse des exportations pourrait réduire le PIB africain de 0,91 %, soit l'équivalent de 25 milliards de dollars (près de 24 milliards d'euros). « Pour replacer ces chiffres dans leur contexte, les pertes annuelles dues à la taxe aux frontières représentent, en valeur, trois fois le budget de la coopération au développement que l'UE s'est engagée à consacrer à l'Afrique en 2021 », écrivait David Luke dans une tribune publiée en juillet sur le site The Conversation.

« Une peur s'est installée »

Une poignée de pays risquent d'être plus particulièrement pénalisés. Le Mozambique, qui exporte plus de la moitié de

son aluminium vers l'Europe, pourrait perdre 1,6 % de son PIB, selon une évaluation du centre de réflexion américain Center for Global Development. Parmi les autres économies africaines exposées figurent l'Afrique du Sud, le Cameroun et l'Égypte pour l'aluminium, le Zimbabwe pour le fer et l'acier, le Maroc avec les engrais, ainsi que la Tunisie et l'Algérie.

Par ailleurs, alors que la Commission européenne doit évaluer, à la fin de la période transitoire, si la portée du MACF doit être étendue à d'autres produits et services, « une peur s'est installée », affirme Carlos Lopes, professeur à l'Université du Cap, en Afrique du Sud. « Va-t-on par exemple y ajouter la bauxite que produisent un certain nombre de pays africains et qui sert à la fabrication de l'aluminium ?, interroge l'économiste bissau-guinéen. Cette incertitude risque de décourager les investissements. »

Dans l'immédiat, pour les opérateurs africains, le premier défi sera de calculer les émissions associées aux biens produits chez eux, comme le requiert le

Documents sauvegardés

MACF. « Ceci suppose toute une infrastructure qui exige du temps, du savoir-faire et des ressources dont ces pays ne disposent pas », souligne Faten Aggad. Dans une déclaration commune publiée en juillet, le groupe des pays africains à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'est inquiété de procédures « difficiles et prohibitives pour la plupart des pays en développement », réclamant que « l'agenda climatique » ne soit pas utilisé « pour promouvoir des mesures unilatérales et protectionnistes ».

En face, les Européens se veulent rassurants. La future taxe, défend-on à Bruxelles, vise à promouvoir la décarbonation de l'économie, pas à discriminer les producteurs des pays tiers. Au cours de la période transitoire, « nous discuterons avec nos partenaires commerciaux internationaux et réfléchirons à l'incidence sur chaque partenaire et chaque industrie », indique un fonctionnaire européen. Plus encore, « l'UE continuera de soutenir les pays les moins avancés de manière ciblée, par exemple au moyen d'une assistance technique, d'un transfert de technologies, d'un renforcement important des capacités et d'un soutien financier », assure-t-il.

« Un fardeau injuste »

Le but : accompagner le développement d'une économie verte et d'industries compatibles avec les objectifs climatiques. La taxe carbone pourrait-elle être le catalyseur de cette bascule tant espérée ? Théoriquement, le fort potentiel de l'Afrique dans les énergies renouvelables pourrait se transformer en avantage comparatif dans la recomposition des chaînes de production. Mais le continent n'a pas les marges de manœuvre financières pour faire avancer seul cette

transition verte. Et malgré sa richesse en ressources naturelles, il n'attire que 3 % des investissements énergétiques mondiaux. Il reste à voir dans quelle mesure les recettes de la future taxe pourront profiter aux économies en développement, alors que l'UE ne s'est pas engagée formellement à en reverser une partie à des pays tiers.

« Et quand bien même des financements spéciaux seraient destinés à l'Afrique, doit-on pour cela passer par une taxe ? Il ne faudrait pas que le continent qui a le moins contribué jusqu'ici aux émissions mondiales de CO₂ et qui en supporte pourtant l'essentiel des conséquences, subisse en plus des pertes de revenus à cause d'une mesure de lutte contre le changement climatique », fait valoir Carlos Lopes. Dans un courrier adressé à la Commission européenne en juillet, le ministère sud-africain du commerce et de l'industrie s'est déjà plaint d'un instrument faisant porter « un fardeau injuste sur nos pays et nos industries ».

« Les intentions européennes sont bonnes du point de vue climatique, mais on doit mieux prendre en compte les pays vulnérables et les traiter différemment, insiste Carlos Lopes. Il faut retarder la mise en place de ces règles pour l'Afrique et ne pas lui imposer de mesures sans négociation. »

Cet article est paru dans Le Monde (site web)

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/10/06/les-africains-s-inquietent-de-s-repercussions-de-la-taxe-carbone-europeenne-sur-leur-economie_6192852_3212.html